

## DECLARATION SNUIPP-FSU CAPD du 20/01/2015

Le début d'année est traditionnellement le moment des souhaits et des espérances. Les catastrophes récentes plombent évidemment les esprits et les espoirs. Nombreux sont ceux qui annoncent attendre plus d'éducation même si, à n'en pas douter, ces attentes sont très diverses.

Il est bien entendu difficile d'aborder dans ce contexte des sujets plus terre à terre. Toutefois, notre rôle d'élus nous oblige à constater que dans l'Education Nationale ce sont beaucoup de désillusions et d'espoirs déçus. Aucun « choc » d'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves ou des conditions de travail des enseignants n'est visible. Pour des recrutements à hauteur des besoins, pour une formation initiale et continue de haute qualité, pour une amélioration concrète du travail dans la classe, pour une amélioration des rémunérations de tous, la FSU appelle à la grève le 3 février prochain.

Une fois de plus, nous voilà contraints de protester contre le report injustifiable des opérations de carte scolaire et donc du mouvement des personnels du premier degré. Une fois de plus, sous prétexte de protéger l'École de l'instrumentalisation politicienne, la rentrée scolaire est complexifiée matériellement pour les collectivités qui devront attendre les décisions définitives, professionnellement pour les personnels des services qui devront concentrer le travail en un temps réduit et pour les enseignants mis dans l'incertitude d'une suppression de poste ou d'une nomination. Tout cela au mépris de la transparence démocratique que les citoyens sont en droit d'attendre. Nous pouvons aussi difficilement taire la lassitude des équipes face aux demandes institutionnelles de ce début d'année. Après l'évaluation des nouveaux rythmes scolaires demandée avec une urgence incompréhensible qui ne tient aucun compte des calendriers établis, c'est la proposition de participer à la consultation sur les programmes d'enseignement moral et civique qui deviendrait une obligation avec la aussi des délais interdisant une véritable réflexion. Ce sont ces décisions qui, les unes s'enchaînant aux autres, montrent combien l'Institution semblent ignorer le travail réel du terrain.

Mais c'est le début d'année et nous présentons donc nos meilleurs vœux à tous les personnels du département. Nous espérons que les changements locaux permettront d'avancer sur des dossiers laissés un peu en panne : le fonctionnement du CHSCT, l'aide aux enseignants en difficulté, la gestion des crises et conflits dans les écoles, le dialogue social de qualité...